

véritable réponse à votre question. Tant de choses dépendent, comme je l'ai dit, de l'orientation que prendra l'opinion publique aux États-Unis.

AIDE EXTÉRIEURE

Q. Ceci me conduit à nos relations avec les pays en voie de développement et à l'effort qui est tenté pour rétrécir l'écart entre pays riches et pays pauvres. Croyez-vous possibles de nouvelles initiatives dans ce sens?

R. Nous avons pris, certes, une initiative qu'il convient de rappeler. Il s'agit de l'établissement de notre Centre de recherches pour le développement international, qui est maintenant en voie de démarrage. M. Pearson, notre ancien premier ministre, est, comme vous le savez, président du Conseil d'administration, et, au poste de directeur exécutif de cet organisme, nous avons M. David Hopper, qui a une expérience étendue de toutes les régions du monde. Le nouvel organisme a ceci de particulier que la moitié de ses directeurs sont des non-Canadiens. Ce que nous avons, de fait, établi, c'est un centre de recherches en matière de développement international, dirigé presque autant par des étrangers que par des Canadiens. C'est là l'organisme qui fera l'étude des problèmes du développement. Il ne sera pas un facteur direct du développement; il examinera les meilleurs moyens de promouvoir ce dernier, donnera des conseils à des institutions internationales et, nous l'espérons, à des organismes nationaux, notamment au Canada. C'est, à mon avis, l'une des initiatives les plus importantes que nous ayons prises, nous Canadiens, et elle pourra avoir des résultats de très longue portée. Par ailleurs, nous avons augmenté notre aide. Nous avons amélioré considérablement notre position parmi les autres pays donateurs du monde.... L'an dernier, le pourcentage de notre aide a atteint 0.71 pour cent, alors qu'il y a quelques années il était inférieur à un demi de un pour cent. Nous sommes l'un des plus grands pays donateurs en ce qui concerne l'aide officielle. Nous commençons à jouer, en ce qui concerne celle-ci, le genre de rôle qui devrait être le nôtre, en tant que l'un des pays les plus fortunés du monde.

Q. N'y a-t-il pas un autre problème qui se pose là, cependant, si l'on considère que les pays en voie de développement s'endettent de plus en plus? Leur position en matière de change international ne semble pas être bien bonne. Pensez-vous qu'il y ait un moyen de contourner la difficulté?

R. Le seul remède est d'éviter d'accumuler d'autres dettes. Ou, du moins, c'est une manière de résoudre la question. C'est pourquoi nous avons accordé la priorité à des subventions ou à des prêts à très long terme ayant un taux d'intérêt

infime ou ne comportant pas d'intérêt. Beaucoup de nos prêts ont des échéances de 50 ans, aucun intérêt et une période de grâce de 10 ans avant que commence l'amortissement du capital. C'est là une des raisons fondamentales des modalités de ce genre: ne pas imposer aux pays en voie de développement le fardeau de dettes supplémentaires qu'ils ne pourront jamais régler. Je ne connais pas d'autre réponse à ce genre de dilemme. Les besoins des pays insuffisamment développés sont énormes, et il leur faudra beaucoup de temps pour payer nombre de choses dont ils ont besoin. Ils ont besoin d'une infrastructure. Je ne pense pas à des nouvelles usines qui pourraient s'amortir elles-mêmes, je parle de routes, d'écoles, d'universités et de services sanitaires, toutes choses indispensables au développement et que nous trouvons naturelles parce que nous sommes l'un des pays mieux favorisés qui ont pris leur départ il y a longtemps et qui ont une petite population.

AFRIQUE

Q. Notre aide au développement se concentre beaucoup en Afrique, qu'il s'agisse de l'Afrique francophone ou de l'Afrique anglophone. Il y a eu aussi des difficultés sur ce continent entre les nations. Comment voyez-vous l'avenir des organisations africaines et l'objectif du Canada dans ce domaine?

R. Nous avons un avantage en tant que Canadiens: nous parlons les deux langues de l'Afrique, c'est-à-dire les deux langues que l'on rencontre sur le continent africain en dehors des dialectes indigènes. Si vous parcourez les pays de l'Afrique noire, vous constaterez qu'ils sont soit francophones soit anglophones. Nous pouvons donc travailler dans les deux parties du continent africain, ce qui est un avantage énorme. Nous pouvons aussi renforcer l'unité de notre pays, du fait que des Canadiens des deux cultures, l'anglaise et la française, ont l'occasion, les uns comme les autres, de travailler à l'étranger dans leur propre langue. Toutefois, il y a en Afrique des problèmes extrêmement graves. Nous y trouvons d'abord les problèmes ordinaires du développement, et l'Afrique a encore à mettre en place le genre d'infrastructure qui est nécessaire au développement économique. Il y a ensuite la réalité de l'affrontement entre les races, entre Blancs et Noirs, et nous trouvons là encore les restes des vieux régimes coloniaux, celui du Portugal notamment. L'Afrique est détournée de son développement par ces questions politiques. C'est un fait que l'on constate partout où l'on va sur ce continent; c'est extrêmement malheureux, mais c'est ainsi. Et nous devons ... en ce qui concerne le Canada, nous approuvons les Africains de race noire, nous voulons voir la fin des régimes coloniaux en